

PREFECTURE DE MAINE-ET-LOIRE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES  
DE LA CULTURE ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Bureau des affaires foncières et de l'urbanisme

Arrêté D 3 – 2005 n° 5 33

**Communauté de communes de la région de Chemillé**

Aménagement du parc d'activités des Trois Routes  
sur la commune de Chemillé.

Autorisation

ARRETE

Le préfet de Maine-et-Loire,  
Officier de la Légion d'honneur,

Vu le code de l'environnement, notamment le titre 1<sup>er</sup> du livre II,

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 relatif aux procédures d'autorisations et de déclarations prévues par les articles L 214-1 à L 214-11 du code de l'environnement ;

Vu le décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié par le décret n° 99-736 du 27 août 1999 relatif à la nomenclature des opérations soumises à autorisation ou à déclaration ;

Vu le dossier de demande d'autorisation d'aménagement du Parc d'activités des Trois Routes sur la commune de Chemillé, présenté par la Communauté de communes de la région de Chemillé ;

Vu l'arrêté préfectoral D3-2005 n° 70 du 31 janvier 2005, prescrivant une enquête publique relative au projet d'aménagement du parc d'activités des Trois Routes sur la commune de Chemillé.

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur respectivement des 15 mars 2005 et 4 avril 2005;

Vu l'avis du Conseil Départemental d'Hygiène du 23 juin 2005

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Maine-et-Loire ;

.../...

## ARRETE

### TITRE I : OBJET DE L'AUTORISATION

#### Art. 1<sup>er</sup> -I : OBJET DE L'AUTORISATION

Sont autorisés aux conditions fixées par le présent arrêté les travaux d'aménagement du parc d'activités des Trois Routes sur la commune de Chemillé d'une superficie de 70 ha.

Les travaux, objet du présent arrêté, sont soumis à autorisation au titre de la rubrique 5.3.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 :

N° rubrique	Intitulé	Régime
5.3.0.	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux superficielles ou dans un bassin d'infiltration, la superficie totale desservie étant supérieure ou égale à 20 ha.	Autorisation

### TITRE II : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

#### Art.2- :PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES A LA COLLECTE DES EAUX PLUVIALES

Le coefficient d'imperméabilisation du parc d'activités est limité à 0.70

La zone aménagée est située sur deux sous bassins versants :

- 50 hectares sur le bassin versant de l'Hyrôme correspondant aux phases 1-1, 1-2, 2-1, 2-2 et 3-3
- 20 hectares sur le bassin versant du Rutord correspondant aux phases 3-1 et 3-2

L'ensemble du réseau de collecte des eaux pluviales, constitué de noues et de canalisations enterrées, génèrera trois points de rejets :

- le rejet "1" dans le collecteur principal traversant la RN 160 est alimenté par un bassin versant de 102 ha dont 45 ha dans l'emprise du parc d'activités et rejoint le ruisseau de l'Hyrôme.
- le rejet "2" dans le collecteur secondaire traversant la RN 160 est alimenté par un bassin versant de 5 ha totalement dans l'emprise de la zone industrielle existante et rejoint également le ruisseau de l'Hyrôme.
- le rejet "3" est alimenté par un bassin versant de 153 ha dont 20 ha dans l'emprise du parc d'activités et rejoint le ruisseau de la Gefferie affluent du ruisseau du Rutord.

Les eaux pluviales issues des lots seront régulées au niveau des parcelles par des bassins de rétention privés à la charge des futurs acquéreurs, puis rejetées dans le réseau d'eaux pluviales du parc d'activité. Les eaux pluviales issues des lots de la zone déjà aménagées (phase 1-1) ne seront pas régulées.

Les eaux pluviales issues des voiries de desserte seront collectées par des noues positionnées de part et d'autres des routes, puis régulées par des bassins de rétention publics implantés au point bas de chacune des nouvelles zones restant à aménager (2-1,2-2,3-1,3-2,3-3). Les eaux pluviales des voiries de la zone existante (phases 1-1 et 1-2) resteront collectées par les fossés existants en bordure de l'avenue de l'Europe.

### Art. 3 - : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX BASSINS DE RETENTION

Les bassins de rétention situés sur le bassin versant de l'Hyrôme seront dimensionnés pour une pluie de période de retour 100 ans.

Les bassins de rétention situés sur le bassin versant du Rutord sont dimensionnés sur la base d'une pluie décennale, le secteur ne présentant pas de contraintes hydrauliques particulières.

Un plan d'eau situé dans la zone d'activités et sur le bassin versant de l'Hyrôme, sera réaménagé pour servir de bassin de régulation des eaux du bassin versant amont de 42 ha.

	Bassin versant Hyrôme Protection centennale	Bassin versant Rutord Protection décennale
Espaces publiques Coefficient d'apport :0.5	Débit de fuite : 5 et 10 l/s/ha Volume de rétention : <b>173 m<sup>3</sup>/ha</b>	Débit de fuite : 5 l/s/ha Volume de rétention : <b>110 m<sup>3</sup>/ha</b>
Lots Coefficient d'apport :0.7	Débit de fuite : 5 et 10 l/s/ha Volume de rétention : <b>266 m<sup>3</sup>/ha</b>	Débit de fuite : 5 l/s/ha Volume de rétention : <b>173 m<sup>3</sup>/ha</b>
Bassin versant amont de la zone Coefficient d'apport :0.5 Surface 42 Ha	Débit de fuite: 420 l/s Volume de rétention: 6265 m <sup>3</sup>	

Les volumes et débits de fuite des bassins de rétention pour chaque phase du parc d'activités, devront respecter les caractéristiques suivantes :

Phase	Surface Totale (ha)	Lots		Espaces publiques	
		Capacité utile (m <sup>3</sup> /ha)	Debit de fuite (l/s/ha)	Capacité utile (m <sup>3</sup> /ha)	Debit de fuite (l/s/ha)
1.1	4.3	Partie déjà urbanisée	Non régulé	Voirie existante	Non régulé
1.2	10.7	266 m3/ha	5 puis 10 l/s/ha	Voirie existante	Non régulé
2-1	15.7	266 m3/ha	5 puis 10 l/s/ha	173 m3/ha	5 puis 10 l/s/ha
2-2	15.1	266 m3/ha	5 puis 10 l/s/ha	173 m3/ha	16 puis 32 l/s
3-1	8.4	173 m3/ha	5l/s/ha	110 m3/ha	9 puis 18 l/s
3-2	13.3	173 m3/ha	5l/s/ha	110 m3/ha	9.5 puis 19 l/s
3-3	15.3	266 m3/ha	5 puis 10 l/s/ha	173 m3/ha	5 puis 10 l/s

#### **Art. 4 - : ASPECT QUALITATIF**

Le traitement des eaux pluviales avant rejet au milieu aquatique est assuré par décantation dans les différents bassins de rétention (en moyenne élimination de 70% de la pollution liée aux matières en suspension).

Les bassins de rétention aval seront équipés en sortie d'une fosse étanche en permanence en eau, associée à une cloison siphonide permettant de récupérer les hydrocarbures flottants ainsi que d'autres déchets flottants.

Les bassins seront équipés d'un système pour piéger une éventuelle pollution accidentelle (clapet à fermeture manuelle)

Les noues positionnées de part et d'autres des voiries de desserte seront enherbées afin de limiter leur érosion et favoriser le piégeage des matières en suspension

Afin de vérifier l'absence de rejet d'eaux usées, la DCO en sortie des bassins sera contrôlée et devra être inférieure à 150 mg/l.

#### **Art. 5 - : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX EAUX USEES**

Les eaux usées de la zone d'activités seront traitées par la station d'épuration de la commune de Chemillé.

#### **Art. 6 - : ENTRETIEN DES OUVRAGES**

La surveillance et l'entretien des ouvrages seront effectués par les services techniques de la Communauté de communes de Chemillé.

Le maître d'ouvrage doit constamment tenir en bon état et à ses frais exclusifs les ouvrages de traitement et de rejets des eaux pluviales qui doivent toujours être conformes aux prescriptions de l'autorisation.

L'entretien régulier des bassins de rétention des eaux pluviales et des dispositifs d'évacuation comprend :-

- le nettoyage des caniveaux et des regards de branchements et de décantation
- l'entretien de la végétation du fond et des talus des bassins;
- le curage des bassins suivant la sédimentation
- le colmatage des fuites éventuelles
- l'évacuation des nappes d'hydrocarbures repérées à la surface des bassins
- la surveillance du fonctionnement des dispositifs d'évacuation (libre circulation de l'eau, suppression des sédiments, des flottants et des embâcles divers retenus devant les grilles, l'orifice de sortie, absence d'obturation même partielle dans les canalisations
- l'entretien du débourbeur déshuileur
- la manœuvre mensuelle du système de fermeture à l'aval du bassin

Le maître d'ouvrage prendra toutes dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets produits (boues de curage, hydrocarbures, déchets végétaux, autres déchets) et leur évacuation selon la législation en vigueur.

#### **Art. 7 - : PRESCRIPTIONS TECHNIQUES RELATIVES AUX REJETS D'EAUX PLUVIALES PENDANT LA DUREE DES TRAVAUX**

Le maître d'ouvrage avertira le service chargé de la police de l'eau, 15 jours avant le démarrage des travaux de construction des bassins de rétention.

Les travaux de terrassement (déblais, remblais) liés à la construction des ouvrages seront conduits de manière à éviter l'entraînement de matières en suspension et de substances polluantes vers le milieu aquatique :

- les travaux de terrassements seront réalisés autant que possible en dehors des périodes pluvieuses.
- les bassins de rétention et des fossés temporaires de réception, seront réalisés préalablement au chantier afin de permettre la décantation des eaux du chantier ,
- les aires de stockage des matériaux sources de particules fines ou d'éventuels produits toxiques seront installées à distance des fossés de drainage des eaux de chantiers
- l'entretien des engins sera réalisé sur des aires étanches aménagées à cet effet

#### **Art. 8 - : RECOLEMENT**

A l'issu des travaux, le maître d'ouvrage avertira le service chargé de la police de l'eau afin d'organiser une visite de récolement où seront transmis les descriptifs et les plans des aménagements

### **TITRE III : DISPOSITIONS GENERALES**

#### **Art. 9 - : DUREE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation délivrée pour la création du parc d'activités des trois routes sur la Commune de Chemillé telle que définie par l'article 1 du présent arrêté est accordée, à compter de la notification du présent arrêté, pour une durée illimitée.

Elle sera périmée au bout de deux ans à compter de la date de notification du présent arrêté, s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai.

#### **Art. 10 - : CARACTERE DE L'AUTORISATION**

L'autorisation est accordée à titre personnel, précaire et révocable sans indemnité.

Si, à quelque date que ce soit, l'administration décidait, dans un but d'intérêt général, de modifier d'une manière temporaire ou définitive l'usage des avantages autorisés par le présent arrêté, il ne pourra être demandé ni justificatif, ni indemnité. Toutefois, si ces dispositions venaient à modifier substantiellement les conditions de la présente autorisation, elles ne pourraient être décidées qu'après l'accomplissement de formalités semblables à celles qui ont précédé le présent arrêté.

L'autorisation peut être révoquée par le préfet de Maine-et-Loire en cas de cessons irrégulières à un tiers ou d'inexécution des prescriptions du présent arrêté.

#### Art. 11 - : CONFORMITE AU DOSSIER ET MODIFICATION

Les installations objet du présent arrêté seront situées, installées et exploitées conformément aux plans et contenu du dossier de demande d'autorisation non contraires aux dispositions du présent arrêté.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet conformément aux dispositions de l'article 15 du décret n° 93-742 du 29 mars 1993.

#### Art. 12 : DECLARATION DES INCIDENTS OU ACCIDENTS

Le maître d'ouvrage est tenu, dès qu'il en a connaissance, de déclarer au préfet tout incident ou accident intéressant les installations, ouvrages, travaux ou activités faisant l'objet de la présente autorisation portant atteinte à l'un ou plusieurs des intérêts mentionnés à l'article L.211-1 du Code de l'Environnement.

Sans préjudice des mesures que pourra prescrire le préfet, le maître d'ouvrage devra prendre ou faire prendre toutes dispositions nécessaires pour mettre fin aux causes de l'incident ou accident, pour évaluer ses conséquences et y remédier.

#### Art. 13 - : DROIT DES TIERS

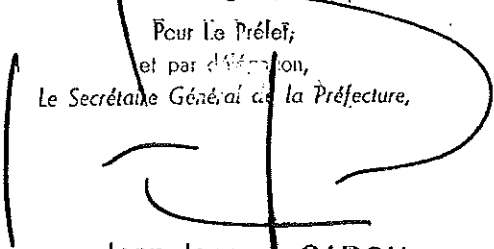
Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### Art. 14 - : ACCES AUX INSTALLATIONS

Les agents mentionnés à l'article L.216-3 du Code de l'Environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques ainsi que ceux chargés de la police de la pêche auront libre accès aux installations autorisées à tout moment, dans le cadre d'une recherche d'infractions.

#### Art. 15 - : PUBLICATION ET EXECUTION

Le secrétaire général de la préfecture, le sous préfet de Cholet, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le président de la Communauté de Communes de la région de Chemillé, le Maire de Chemillé, et tout agent habilité à effectuer des contrôles, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Fait à Angers, le 04 AOÛT 2005  
Pour le Préfet,  
et par délégation,  
Le Secrétaire Général de la Préfecture,  
  
Jean-Jacques CARON

*La présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Nantes :- par le demandeur dans un délai de deux mois à compter de la notification,  
- par les tiers dans un délai de quatre ans à compter de la dernière publicité  
(articles L. 214.10 et L. 514.6 du code de l'environnement).*